Fusion Département-Métropole : quel sort pour le pays d'Arles ?

Le préfet a été missionné par le Premier ministre pour une concertation sur la question

Beaucoup se demandaient quand l'État sifflerait la fin de la récréation. Car le débat, autour de l'avenir institutionnel du pays d'Arles et de ses 29 communes hors métropole, n'en finit plus de générer interrogations et même tensions sur le territoire. Entre partisans d'une intercommunalité unique qui récupérerait les compétences départementales en cas de disparition de ce dernier, et d'autres élus qui semblent avoir acté l'intégration du pays d'Arles à la Métropole, les positions se sont éloignées ces derniers mois.

En demandant cette semaine au préfet Pierre Dartout de "mener un travail de concertation sur les évolutions susceptibles de permettre à la métropole Aix-Marseille Provence de gagner en efficacité, visibilité et en affirmation", le Premier ministre Édouard Philippe a clairement fixé le cap. La mission du préfet de Région (également préfet des Bouches-du-Rhône) doit s'achever mi-novembre. Et pour être précis, la concertation que le représentant de l'État doit engager "devra porter sur le périmètre de la Métropole, notamment pour apprécier l'opportunité de procéder à une fusion intégrale de celle-ci avec le département des Bouches-du-Rhône, ainsi que le champ des compétences qu'elle doit exercer."

> **"Le pays d'Arles n'est pas encore dans la Métropole."**
> MONICA MICHEL

Le préfet Pierre Dartout est missionné pour une concertation autour de la fusion Département-Métropole, où il sera notamment question du périmètre de cette dernière. Nora Mebarek (PS) y voit une porte ouverte pour un pays d'Arles indépendant, mais pour Jean Mangion et Lucien Limousin, proches de Martine Vassal (LR), l'intégration à la Métropole est inéluctable. / PHOTOS L.P.

Et c'est la notion de "périmètre", évoquée dans le courrier du Premier ministre, qui fait encore espérer à une partie des élus locaux que la messe n'est pas dite pour un pays d'Arles dans la Métropole. "*Si la décision était prise de lancer un processus de fusion intégrale* (comprenez une Métropole qui serait calquée sur le département, Ndlr), *l'exécutif n'aurait pas pris le temps d'aller écouter les élus*, analyse Monica Michel, députée (LaREM) d'Arles. *La fusion, oui, mais c'est sur l'intégralité du territoire que cela pose question. Pour moi, le pays d'Arles n'est pas encore dans la Métropole*!"

"*Il y a encore une porte ouverte pour un projet alternatif*", appuie Nora Mebarek, vice-présidente de l'agglo ACCM et chef de file du groupe PS au conseil municipal d'Arles. *"Cette porte, elle n'est pas très grande"*, reconnaît-elle, mais elle laisse la possibilité aux maires du territoire de convaincre, et pour certains d'organiser des consultations populaires auprès de leurs administrés, pour les sonder sur la question de l'avenir institutionnel du pays d'Arles. Une forte participation et un avis tranché des citoyens sur la question seront-elles de nature à peser dans le débat? C'est l'avis de Nora Mebarek ou encore du maire de Saint-Rémy-de-Provence Hervé Chérubini. "*On nous dit que pour le moment rien n'est écrit. Et j'espère que l'on tiendra un petit peu compte de nos avis*", glisse-t-il.

Mais cette hypothèse, Jean Mangion, maire de Saint-Etienne-du-Grès, n'y croit pas. "*L'avenir du pays d'Arles est complètement joué, aller faire croire que l'on peut encore se battre et devenir autonome, c'est un mensonge*", assure-t-il. Selon lui, la notion d'un périmètre non figé risque surtout de rouvrir le débat sur la fuite de certaines communes de l'extrême nord du département vers le Vaucluse ou le Gard. En attendant, Jean Mangion, "*pragmatique*", veut déjà travailler avec la Métropole, qui devrait être dirigée par la présidente du Département Martine Vassal (LR), dont il est proche. "*Si elle est élue à la tête de la Métropole, on aura au moins quelqu'un qui connaît bien les problèmes du nord du département*", estime-t-il. Lucien Limousin, maire de Tarascon et vice-président de Martine Vassal au Conseil départemental, est sur la même ligne. "*Je considère aujourd'hui que la mission du préfet est d'intégrer le pays d'Arles à la Métropole. Quand on parle de fusion intégrale, je ne vois pas comment on peut garder un statut particulier sur notre territoire. Les choses me paraissent claires sur le plan politique, on est bien obligés de se rendre à l'évidence.*" Le maire de Tarascon comme celui du Grès préfèrent retenir un autre aspect du courrier du Premier ministre, qui charge aussi le préfet d'apprécier "l'équilibre du partage des compétences entre Métropole et communes". "*C'est très positif que l'on envisage de rendre des compétences aux communes*", juge Lucien Limousin. "*Avoir quelques compétences de proximité, cela permettra d'éviter ce que beaucoup reprochent à la Métropole*", ajoute Jean Mangion.

> **"Faire croire que l'on peut encore devenir autonome, c'est un mensonge."** JEAN MANGION

Un discours qui désole Nora Mebarek. "*Ceux qui disent que l'histoire est pliée, quand vont-ils sortir du bois pour avouer simplement qu'ils sont d'accord pour aller à la Métropole ?*", lâche-t-elle. Avant de rappeler les conséquences immédiates, pour le pays d'Arles: une hausse d'impôts pour aligner les différents taux des taxes des trois intercommunalités à ceux qui ont cours sur le territoire métropolitain. "*Cette hausse sera mécanique*", rappelle-t-elle. Des études l'ont déjà évalué à 17 millions d'euros pour les contribuables du territoire.

Christophe VIAL

Edouard Philippe évoque du "cousu main" à Avignon

"*Il nous a confié qu'il faudrait certainement du cousu main.*" La confidence émane du président du Grand Avignon, Jean-Marc Roubaud, au sortir de l'entretien que le Premier ministre a eu hier avec des élus vauclusiens à Avignon, en marge d'une visite consacrée au lancement des consultations sur le service national universel (lire en p. III). Ce "cousu main" évoqué par Edouard Philippe concerne l'avenir institutionnel du pays d'Arles. "*Je lui ai dit, 'ne croyez pas que les métropoles vont ruisseler sur les territoires'*", glissait pour sa part Jean-François Cesarini, député LaREM d'Avignon, qui déjeunera lundi avec le préfet de Région, accompagné du préfet de Vaucluse, pour évoquer le sujet. L.R.

QUEL SCRUTIN ?

Quel mode de scrutin pour élire les conseillers métropolitains ? Pour le Premier ministre, si l'on en croit ses directives au préfet, il faut un suffrage direct. Ce qui signifie, pour le maire de St-Rémy Hervé Chérubini, un scrutin de liste, et automatiquement, si le pays d'Arles rentre dans la Métropole, une représentativté limitée pour les communes. "*Tous les maires ne siégeront pas à la Métropole, alors que c'est le cas pour nos intercommunalités. Il y aura une déconnexion entre les communes et la Métropole, c'est une vraie source d'inquiétude. Bon courage aux maires pour se faire entendre !*" Ch.V.

LA DÉPUTÉE D'ARLES ADRESSE UNE LETTRE OUVERTE À LA PRÉSIDENTE DU DÉPARTEMENT

Monica Michel s'oppose à Martine Vassal

Monica Michel en a conscience. La présidente du Département, Martine Vassal, qui va prendre aussi les rênes de la Métropole, jouera un rôle prépondérant dans la fusion qui se dessine entre les deux collectivités. Mais la députée entend bien défendre le pays d'Arles, alors que la présidente du Département semble tentée de le garder dans le giron métropolitain.

C'est en substance le message qui transparaît dans la lettre ouverte qu'elle vient de lui adresser. Si des évolutions "*sont possibles et souhaitables*" pour la Métropole, pour Monica Michel, "*ceci ne devrait pas se faire au détriment de la démocratie locale.* (…) *Le pays d'Arles n'a pas souhaité être intégré à la Métropole en 2015. Et il ne semble pas que des éléments nouveaux soient intervenus depuis pour faire évoluer cette position qui est d'essence populaire autant que réfléchie. Il ne devrait pas être concerné par une nouvelle tentative d'intégration dans la Métropole si le projet du gouvernement est bien de fusionner départements et métropoles sur le périmètre de celles-ci.*"

Dans sa lettre, la députée conteste aussi l'analyse livrée par la présidente dans une récente interview à *La Provence*: "*Vous qualifiez de mini-département ce que serait ce territoire s'il était détaché de la métropole départementale. Avec 171 000 habitants et 2 031 km², cela serait néanmoins un territoire comparable à une douzaine de départements actuels, et notamment aux Alpes de Haute-Provence. Vous indiquez que le Préfet s'est opposé à la fusion des trois intercos du territoire. Cette assertion sort de son contexte la décision administrative et procédurière de M. le Préfet, qui ne vise en aucune façon le fond des démarches du pays d'Arles et leur bien-fondé.*" Et Monica Michel de souligner qu'aujourd'hui "*la Métropole n'apporte actuellement rien au pays d'Arles, en dehors de coopérations équilibrées dans le domaine culturel.*" Et pour la députée, ses difficultés économiques n'augurent rien de bon pour le développement du pays d'Arles. Alors que les besoins, en transports par exemple, sont criants.

La députée d'Arles Monica Michel entend défendre la position officielle des élus du pays d'Ares, opposés à la Métropole. / PHOTO V.F.

Ch.V.